

COMMUNIQUE DE PRESSE N° PR25/220

Le conseil d'administration du FMI achève la quatrième revue des accords au titre du MEDC et de la FEC et la troisième revue de l'accord au titre de la FRD en faveur de la Côte d'Ivoire.

- Le conseil d'administration du FMI a achevé aujourd'hui les quatrième revues des accords en faveur de la Côte d'Ivoire au titre du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité élargie de crédit (FEC), ainsi que la troisième revue de l'accord au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Cette décision ouvre la voie au décaissement immédiat d'environ 758 millions de dollars.
- L'exécution du programme a été solide avec l'ensemble des critères de réalisation à fin décembre 2024 et des repères structurels respectés de manière satisfaisante dans le cadre du programme MEDC/FEC, et toutes les réformes relatives au financement climatique achevées dans le cadre de l'accord au titre de la FRD.
- L'engagement constant des autorités à réformer devrait aider la Côte d'Ivoire à accéder durablement au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à moyen terme, tout en renforçant la résilience économique aux chocs provoqués par le climat et en maintenant la stabilité de la balance des paiements.

Washington, le 25 juin 2025. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé les quatrième revues des accords au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité élargie de crédit (FEC) et la troisième revue de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) en faveur de la Côte d'Ivoire.

Le programme appuyé par le MEDC et la FEC approuvé en mai 2023 pour un montant de 2 601,6 millions de DTS (équivalant à 400 % de la quote-part ou environ 3,6 milliards de dollars), a sensiblement réduit les déséquilibres et préservé un risque modéré de surendettement. Parallèlement, d'importantes réformes dans le cadre de l'accord au titre de la FRD pour un montant total de 975,6 millions de DTS (équivalant à 150 % de la quote-part ou environ 1,3 milliard de dollars) contribuent à la stabilité future de la balance des paiements et à la résilience économique aux chocs climatiques. La détermination constante des autorités à réformer dans le cadre des deux programmes devrait favoriser la transformation durable de la Côte d'Ivoire et l'amener vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à moyen terme. La mise en œuvre du programme a été globalement satisfaisante jusqu'à présent. Tous les critères de performance à fin décembre ont été respectés et la mise en œuvre des repères structurels a été satisfaisante. De plus, toutes les mesures de réforme prévues dans le cadre de cette revue au titre de la FRD, mettant l'accent sur l'architecture de financement de l'action climatique, ont été mises en œuvre. L'achèvement des revues ouvre la voie au décaissement immédiat d'environ 758 millions de dollars dans le cadre des accords pluriannuels conclus avec le FMI.

La résilience de l'économie ivoirienne a consolidé son rôle de point d'ancrage de la stabilité dans la région dans un contexte mondial toujours difficile. Dans un contexte

de reprise de la production agricole, de termes de l'échange favorables et d'augmentation des revenus des ménages, la croissance devrait s'accélérer à court terme. Les perspectives à moyen terme demeurent elles aussi favorables à mesure que les fondamentaux économiques se renforcent et que les secteurs des hydrocarbures et des mines contribuent à une croissance généralisée. Les risques sont globalement équilibrés. Les projections indiquent que la croissance devrait s'établir à 6,3 % en 2025, tandis que l'inflation moyenne devrait revenir dans la fourchette cible d'inflation de l'UEMOA, comprise entre 1 % et 3 %. En 2025, le déficit courant devrait se réduire à 3,6 % du PIB et le déficit budgétaire devrait respecter le plafond de 3 % du PIB fixé par l'UEMOA.

Les autorités restent fermement déterminées à accroître les recettes fiscales à moyen terme et à mettre en œuvre la stratégie de recettes à moyen terme (SRMT) approuvée en mai 2024. Des efforts soutenus sont prévus de la part des autorités en vue d'augmenter le ratio recettes fiscales/PIB de 0,5 % du PIB chaque année jusqu'en 2026 et atteindre environ 20 % du PIB à moyen terme, grâce à des réformes pérennes de la politique et de l'administration fiscales.

D'importantes réformes structurelles continuent d'être axées sur l'amélioration du climat des affaires et une participation accrue du secteur privé au développement du pays. Dans cette optique, il sera essentiel d'améliorer la transparence et la responsabilisation des entreprises publiques, de renforcer encore la gouvernance et l'intégrité financière (en particulier le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), et d'investir dans le capital humain, l'inclusion financière au sens large et la résilience climatique, afin de soutenir une croissance plus forte de la productivité.

À l'issue des débats du conseil d'administration, M. Okamura, président par intérim et directeur général adjoint, a fait la déclaration ci-après :

« Les résultats obtenus par la Côte d'Ivoire dans le cadre des programmes appuyés par le FMI ont été solides, ce qui témoigne de la détermination des autorités à renforcer la stabilité macroéconomique. Des efforts de réforme soutenus contribueront à préserver la viabilité des finances publiques et de la dette et à consolider le rôle joué par le pays en tant que point d'ancrage de la stabilité régionale.

« La poursuite de l'assainissement des finances publiques envisagée dans le budget 2025 sera étayée par des mesures permanentes et de qualité en matière de politique fiscale, ainsi que par des réformes des administrations fiscale et douanière. Ces mesures permettront de ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici à 2025, conformément au plafond fixé par l'UEMOA, et contribueront à réduire les risques liés à la viabilité de la dette du pays.

« Le maintien de la mobilisation des recettes intérieures à moyen terme demeure prioritaire afin de créer l'espace budgétaire nécessaire pour financer les dépenses sociales et de développement et soutenir une transformation économique plus profonde vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. À cette fin, la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme continuera de nécessiter un engagement important avec les parties prenantes pour

assurer l'adhésion à la refonte indispensable du système fiscal et la rationalisation des exonérations fiscales de la TVA et des dépenses fiscales.

« La préservation de l'espace budgétaire sera favorisée par l'engagement pris par les autorités d'élargir le périmètre, la transparence et la gestion des finances publiques. La gestion active et continue de la dette par les autorités demeure essentielle pour préserver la viabilité de la dette. Pour libérer le potentiel du secteur privé, il est important de maintenir le rythme des réformes structurelles et de continuer à améliorer la protection de l'intégrité financière et la gouvernance.

« Il est essentiel de remédier aux insuffisances du cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et d'afficher un bilan dans sa mise en œuvre. De nouveaux investissements dans le développement du capital humain, en particulier parmi les jeunes et les femmes, ainsi que la réduction de l'informalité, rendront la croissance plus inclusive. La poursuite des efforts visant à renforcer la résilience aux chocs climatiques sera également importante pour une transformation durable de l'économie ivoirienne. »

Côte d'Ivoire : principaux indicateurs économiques (2022-26)

Population (2021): 29 millions

Indice de Gini (2018) : 37,3

PIB par habitant (2021) : 2 445 dollars

Espérance de vie (2020) : 60 ans

Pourcentage de la population en-dessous du seuil de pauvreté (2021) : 37,5%

	2022	2023	2024	2025	2026
			Prel.	Proj.	Proj
Production					
Croissance du PIB réel (en %)	6.4	6.5	6.0	6.3	6.4
Prix					
Inflation (en %)	5.2	4.4	3.5	3.0	2.2

Finances de l'administration centrale

Recettes (en % du PIB)	14.6	15.4	15.9	17.0	17.5
Dépenses (en % du PIB)	21.9	21.3	20.4	20.4	20.9
Solde budgétaire (en % du PIB)	-6.7	-5.2	-4.0	-3.0	-3.0
Dette publique (en % du PIB)	56.0	57.5	59.3	58.1	56.5
Monnaie et crédit					
Monnaie au sens large (variation en %)	9.0	3.3	13.6	13.1	9.4
Crédit au secteur privé (variation en %)	7.3	16.2	11.6	10.5	10.6
Balance des paiements					
Compte des transactions courantes (en % du PIB)	-7.6	-8.2	-4.2	-3.6	-2.1
IDE (en % du PIB)	2.0	1.7	3.8	3.8	3.3
Réserves de l'UEMOA (en mois d'importations)	4.1	3.5	4.6
Dette extérieure (en % du PIB)	34.1	35.5	37.6	36.1	35.6
Taux de change					
Taux de change effectif réel (variation en %, dépréciation -)	-4.9	4.4	2.5

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations des services du FMI ; Banque mondiale.

Département de la communication du FMI

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

ATTACHÉ DE PRESSE: KWABENA AKUAMOAHO-BOATENG

TÉLÉPHONE: +1 202 623-7100 COURRIEL: MEDIA@IMF.ORG

VERSION EN ANGLAIS

PRESS RELEASE NO. PR25/220

IMF Executive Board Completes the Fourth Reviews of the EFF/ECF Arrangements and the Third Review of the RSF Arrangement for Côte d'Ivoire.

- The IMF Executive Board today completed the Fourth Reviews of Côte d'Ivoire's Extended Fund Facility (EFF) and Extended Credit Facility (ECF) Arrangements and the Third Review of the Resilience and Sustainability Facility (RSF) Arrangement. The decision allows for an immediate disbursement of about US\$758 million.
- Program implementation has been strong, with all end-December 2024 performance criteria and structural benchmarks met satisfactorily under the EFF/ECF program, and all climate-financing reform measures completed under the RSF arrangement.
- The authorities' ongoing commitment to reforms is expected to support Côte d'Ivoire's sustainable transformation toward upper middle-income status over the medium term, while strengthening economic resilience to climate-induced shocks and maintaining balance of payments stability.

Washington, DC: The Executive Board of the International Monetary Fund (IMF) completed the Fourth Reviews of the Extended Fund Facility (EFF) and Extended Credit Facility (ECF) Arrangements and the Third Review of the Resilience and Sustainability Facility (RSF) Arrangement for Côte d'Ivoire.

The EFF/ECF-supported program approved in May 2023 in the amount of SDR2,601.6 million (equivalent to 400 percent of quota or about US\$3.6 billion), has substantially reduced imbalances and safeguarded a moderate risk of debt distress rating, while important reforms under RSF arrangement for a total amount of SDR975.6 million (equivalent to 150 percent of quota or about US\$1.3 billion) are contributing to prospective balance of payments stability and economic resilience to climate-induced shocks. The authorities' ongoing commitment to reforms under both programs should support Côte d'Ivoire's sustainable transformation toward upper middle-income status over the medium-term. Program implementation has been generally strong thus far, with all end-December performance criteria met and implementation of structural benchmarks being satisfactory. Moreover, all reform measures under the RSF arrangement for this review with a focus on climate-financing architecture were implemented. The completion of the reviews allows for an immediate disbursement of about US\$758 million under the multi-year Fund arrangements.

Côte d'Ivoire's resilient economy has consolidated its role as an anchor of stability in the region against a still difficult global backdrop. Amid a recovery in agricultural production, favorable terms of trade and rising household incomes growth is expected to pick up in the near term. The medium-term outlook also remains favorable as

economic fundamentals strengthen further and the hydrocarbon and mining sectors add to broad-based growth. Risks are broadly balanced. For 2025, growth is projected to be 6.3 percent, while average inflation is expected to return to within the 1 to 3 percent WAEMU target range. The 2025 current account deficit is projected to narrow to 3.6 percent of GDP, and the fiscal deficit is expected to meet the WAEMU deficit ceiling of 3 percent of GDP.

The authorities remain firmly committed to boosting tax revenue in the medium term, and to implementing the medium-term revenue strategy (MTRS) approved in May 2024. Sustained effort is expected by the authorities to increase tax revenue to GDP by 0.5 percent of GDP, each year through 2026 and reach approximately 20 percent of GDP over the medium-term through self-sustaining tax policy and tax administration reforms.

Important structural reforms continue to focus on improving the business climate and increasing the involvement of the private sector in the country's development. To this end, enhancements in the transparency and accountability of public enterprises, further strengthening governance and financial integrity (particularly the AML/CFT framework), along with investment in human capital, broader financial inclusion, and climate resilience, to support higher productivity growth will be instrumental.

Following the Executive Board discussion, Mr. Okamura, Acting Chair and Deputy Managing Director, made the following statement:

"Côte d'Ivoire's performance under the Fund-supported programs has been strong, reflecting the authorities' commitment to entrenching macroeconomic stability. Sustained reform efforts will help safeguard fiscal and debt sustainability and consolidate the country's role as an anchor of regional stability.

"Continued fiscal consolidation envisaged in the 2025 budget will be underpinned by high-quality and permanent tax policy measures, as well as tax and customs administration reforms. These measures will support bringing the fiscal deficit to 3 percent of GDP by 2025, in line with the WAEMU ceiling, and help reduce the country's debt sustainability risks.

"Sustaining domestic revenue mobilization over the medium-term remains a priority to generate the fiscal space needed to finance social and development spending and support a deeper economic transformation toward upper middle-income status. To this end, implementation of the Medium-term Revenue Mobilization Strategy (MTRS) will continue to require significant engagement with stakeholders to ensure buy-in for the needed overhaul of the tax system and the streamlining of VAT tax exemptions and other tax expenditures.

"Preserving fiscal space will be aided by the authorities' commitments to enhance the coverage, transparency, and management of public finances. The authorities' continued active debt management remains critical in safeguarding debt sustainability. Sustaining structural reform momentum and continuous improvements in safeguarding financial integrity and governance are important for unlocking the private sector's potential.

“Addressing identified AML/CFT framework deficiencies, and showcasing an implementation track-record on AML/CFT is critical. Further investments in human capital development, especially amongst youth and women, along with the reduction of informality, will make growth more inclusive. Continuing efforts to strengthen resilience to climate shocks will also be important for a sustainable transformation of Côte d’Ivoire’s economy.”

Table 1. Côte d’Ivoire: Selected Economic and Financial Indicators, 2022–26

	2022	2023	2024	2025	2026
			Prel.	Proj.	Proj
Population (2021): 29 million					
Per capita GDP (2021): 2,445 USD					
Share of population below the poverty line (2021): 37.5%					
Gini Index (2018): 37.3					
Life Expectancy (2020): 60					
Output					
Real GDP Growth (%)	6.4	6.5	6.0	6.3	6.4
Prices					
Inflation (annual average, %)	5.2	4.4	3.5	3.0	2.2
Central government finances					
Revenues (% GDP)	14.6	15.4	15.9	17.0	17.5
Expenditure (% GDP)	21.9	21.3	20.4	20.4	20.9
Fiscal balance (% GDP)	-6.7	-5.2	-4.0	-3.0	-3.0
Public debt (% GDP)	56.0	57.5	59.3	58.1	56.5
Money and Credit					
Broad money (% change)	9.0	3.3	13.6	13.1	9.4
Credit to private sector (% change)	7.3	16.2	11.6	10.5	10.6
Balance of payments					
Current account (% GDP)	-7.6	-8.2	-4.2	-3.6	-2.1
Net FDI Inflows (% GDP)	2.0	1.7	3.8	3.8	3.3
WAEMU reserves (in months of imports)	4.1	3.5	4.6
External public debt (% GDP)	34.1	35.5	37.6	36.1	35.6
Exchange rate					
REER (% change, depreciation –)	-4.9	4.4	2.5

Sources: Ivorian authorities, World Bank, and IMF staff estimates.

IMF Communications Department

MEDIA RELATIONS

PRESS OFFICER: Kwabena Akuamoah-Boateng

Phone: +1 202 623-7100 Email: MEDIA@IMF.org